

Commune de THIL
(Ain)

COMPTE RENDU du Conseil Municipal

SÉANCE DU 29 NOVEMBRE 2014

L'an deux mil quatorze, le vingt-neuf novembre à 9 heures 00, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –
MM. MAISONNAS, GUILLARD, Adjoints

Mmes BORREL-JEANTAN, BRIGNONE, DUPRAT, DUPUY-ROUDEL,
Mrs CAPLAT, JULIAN, MANIE, THUOT, ZIMERLI

Pouvoirs : Mme SEMAY (pouvoir à Mme DUPUY-ROUDEL)
Mme BERGER (pouvoir à M. ZIMERLI)

Excusée : Mme PERROU

Secrétaire de séance : Mme DUPUY-ROUDEL

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Mr le Maire demande à l'assemblée si des modifications sont à apporter sur le compte rendu de la séance précédente.

Mr Maisonnas demande que :

- sur la page 5, la phrase : « Mr Maisonnas est d'accord avec le point soulevé par Mr Manié. Il rajoute que pour les 10 ans à venir, il y aura de quoi faire, laisser se développer le village par rapport aux projets et laisser les agriculteurs travailler »

soit modifiée ainsi :

« Mr Maisonnas est d'accord avec le point soulevé par Mr Manié, **mais** il rajoute que pour les 10 ans à venir, il y aura de quoi faire, laisser se développer le village par rapport aux projets et laisser les agriculteurs travailler »

- sur la page 7, la phrase : « Mr Maisonnas répond qu'un calcul financier se doit (...) placée à 2 % pendant 50 ans, le capital de départ est plus important avec la deuxième solution. »

soit modifiée ainsi :

- « Mr Maisonnas répond qu'un calcul financier se doit (...) placée à 2 % pendant 50 ans, et que l'on tient compte des travaux réalisés par le bailleur et l'économie de taxes, le capital à l'arrivée est plus important avec la deuxième solution. »

Le Conseil prend note de ces modifications.

Le Compte Rendu précédent est adopté.

2. CCMP

Mr le Maire intervient en tant que Vice Président en charge des transports et de la Voirie pour informer que, dans le marché en groupement de commande pour le transport vers l'Espace aquatique Lilô, une clause prévoit la possibilité de solliciter le titulaire du marché par les communes pour des besoins d'affrètement particulier. A ce titre, il précise que cette clause a permis de solliciter un devis en vue de l'organisation du transport en commun « en porte à porte » le mercredi pour les enfants de l'école se rendant à Gabi. Il a demandé à Mr Guillard et Mme Berger de travailler avec la « Commission Vie Scolaire » en vue de l'organisation pratique de ce service.

9 h 05 : Arrivée de Monsieur MANIE

.../...

D'autre part, Monsieur la Maire tient à remercier Mr S. (administré de la commune) pour avoir organisé un circuit « découverte » des lignes COLIBRI auprès des ses relations amicales résidants des territoires des communautés de communes de Miribel mais aussi du Canton de Montluel. L'article paru dans le Journal « La Côtière » vantant les mérites de COLIBRI est la meilleure des promotions du service de navettes intercommunales.

3. INFORMATIONS GENERALES

Conformément à la réglementation, Mr le Maire présente à l'assemblée deux décisions budgétaires :

1. L'une portant sur la somme de 350,00 € (subvention exceptionnelle versée aux Pêcheurs Thilois – délibération du 9 octobre dernier)
2. L'autre portant sur la somme de 4.588,18 € concernant le changement de chaudière à la Mairie.

4. TAXE D'AMENAGEMENT

Mr Maisonnas rappelle que le taux à 3,6 % pour la taxe d'aménagement s'appuie sur le taux appliqué pour l'ex TLE (Taxe Locale d'Equipement).

Mr Guillard demande ce qui se fait sur l'ensemble du territoire.

Mr Maisonnas répond que Miribel est à 3 % de taxe communale. Certaines communes appliquent des taux en fonction des secteurs.

Mr Manié rappelle que le maximum autorisé est fixé à 5 %.

DELIBERATION N° 14.08.01 : TAXE D'AMENAGEMENT

Rapporteur : Monsieur Philippe Maisonnas

Mr le Rapporteur rappelle la délibération du Conseil Municipal n° 11/07/01 en date du 10 novembre 2011 portant sur la nouvelle taxe remplaçant la taxe locale d'équipement.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- De maintenir sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 3,6 %.

Conformément au 2° alinéa de l'article L.331-12, un abattement de 50 % est appliqué sur les cent premiers mètres carrés des locaux d'habitation et leurs annexes à usage d'habitation principale.

La présente délibération est reconduite de plein droit annuellement.

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

5. TRANSFERT DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN A L'EPF

Mr le Maire donne lecture du projet de délibération.

Mr Manié demande combien de parcelles sont préemptées.

Mr le Maire répond que c'est une partie du terrain pour 2700 m².

Il rappelle que la commune fait une réserve foncière en attente de projets et qu'il est important de ne pas laisser partir une parcelle sur laquelle la commune a potentiellement un projet afin d'en maîtriser le devenir.

Mr Manié demande s'il n'y a pas de projet de logements sociaux sur cette parcelle.

Mr le Maire répond que le sujet est en cours d'analyse dans le cadre de la révision du PLU sachant que rien n'est actuellement arrêté.

Mr Zimerli demande s'il ne faudrait pas annexer la Déclaration d'Intention d'Aliéner à la délibération. Mr le Maire répond que la Déclaration d'Intention d'Aliéner est annexée au dossier de demande d'intervention qui a été transmis à l'EPF et à la CCMP puisque cette dernière doit donner un avis sur le projet porté par la commune.

Mr Manié demande combien de temps durera ce transfert.

Mr le Maire répond que c'est au moins quatre ans. Monsieur Maisonnas précise que le délai de portage peut être porté jusqu'à un maximum dix ans.

Monsieur le Maire précise qu'il y aura lieu de délibérer sur le délai et les conditions d'intervention de l'EPF lorsque la vente sera complète. Le dossier sera donc présenté en Conseil Municipal.

DELIBERATION N° 14.08.02 : TRANSFERT DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN A L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE L'AIN

Rapporteur : Bruno LOUSTALET

Monsieur le Maire expose qu'une déclaration d'intention d'aliéner a été reçue en mairie le 07 novembre 2014 portant sur des tènements situés 388 rue du Canal et « Au village » sis à THIL (01120) cadastrés sous les numéros : 842p (2055) – 843p (2058) – 837 (BND) – 1885 de la section A, respectivement d'une superficie de 17a 54ca, 01a 14ca, 49ca, 9a 06 ca appartenant à Monsieur Jacques Velien résidant 57, Faubourg des Moulins Bâtiment B 38400 CREMIEU.

Cette acquisition s'inscrit dans le cadre d'un projet d'aménagement d'ensemble de la zone engagé par la Commune de Thil.

Compte tenu de l'échéance à moyen terme du projet, il semble opportun de déléguer à l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE L'AIN le droit de préemption afin de constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation d'un projet urbain conformément à l'un des objectifs de l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme.

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et obligations des communes, des départements et des régions complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;
- VU la loi n° 87-557 du 17 juillet 1987 complétant la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;
- VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;
- VU le décret n° 87-284 du 22 avril 1987 modifiant le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 relatif au droit de préemption ;
- VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 210-1, L. 212-1 et suivants, L. 213-1 et L. 300-1 ;
- VU tout particulièrement l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme prévoyant la possibilité pour le titulaire du droit de préemption de déléguer son droit à un établissement public y ayant vocation ;
- VU l'article L. 324-1 al. 4 du Code de l'urbanisme autorisant les Etablissements publics fonciers locaux à exercer le droit de préemption urbain notamment par délégation de son titulaire ;
- VU la délibération du Conseil municipal de la Commune de THIL en date du 12 octobre 1987 instituant un droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- VU la délibération du Conseil municipal de la Commune de THIL en date du 20 mars 2002 approuvant le plan local d'urbanisme/plan d'occupation des sols ;
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner souscrite par Monsieur Jacques Velien résidant 57, Faubourg des Moulins Bâtiment B 38400 CREMIEU et représenté par Maître Nicolas Lagrange, notaire, 149, Faubourg de Lyon à 01120 Montluel, reçue en Mairie de Thil, le 07 novembre 2014, et concernant la vente au prix de 250000 € - bien cédé libre de toute location ou occupation -, au profit de Monsieur et Madame Alexandre Tchenio) à 231, Chemin sous Bois à 73100 Tresserve, des tènements cadastrés sous les numéros 842p (2055) – 843p (2058) – 837 (BND) – 1885 de la section A, respectivement d'une superficie de 17a 54ca, 01a 14ca, 49ca, 9a 06 ca ;

LE CONSEIL MUNICIPAL :

DECIDE de déléguer, dans les conditions de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme, à l'Etablissement Public Foncier de l'Ain, ayant son siège social 45, avenue Alsace Lorraine et ses bureaux au 26 bis, avenue Alsace Lorraine à 01000 BOURG EN BRESSE, son droit de préemption urbain en vue de l'acquisition du bien – appartenant à Monsieur Jacques Velien – visé dans la déclaration d'intention d'aliéner reçue en Mairie le 07 novembre 2014 à savoir les parcelles cadastrées sous les numéros 842p (2055) – 843p (2058) – 837 (BND) – 1885 de la section A, respectivement d'une superficie de 17a 54ca, 01a 14ca, 49ca, 9a 06 ca, le tout situé 388 rue du Canal « Au village » sis à THIL (01120).

La présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Ain pour l'exercice du contrôle de légalité et notifiée :

- par pli recommandé avec accusé de réception à Maître Nicolas Lagrange,
- par pli simple à l'Etablissement Public Foncier de l'Ain, 26 bis avenue Alsace-Lorraine à 01000 BOURG EN BRESSE.

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

6. TRAVAUX EN REGIE

Mr Maisonnas présente ce que sont les travaux en régie et la délibération nécessaire pour pouvoir récupérer la TVA sur les dépenses liées à ces travaux.

Il en profite pour annoncer que pour des raisons de normes de sécurité, et au vu du Plan Communal de Sécurité, le poste de commandement sera installé à l'étage de la Mairie.

Les travaux en régie 2014 concernent donc les travaux de réfection de l'étage de la Mairie ainsi que l'aménagement et la pose de rayonnages dans l'ancien local des pompiers attribué aux associations.

.../...

DELIBERATION N° 14.08.03 : TRAVAUX EN REGIE

Rapporteur : Monsieur Philippe Maisonnas

Monsieur le Rapporteur rappelle à l'Assemblée que des travaux d'aménagement ou de réfection ont été réalisés au sein de la commune durant l'exercice 2014 par les agents des Services Techniques.

Les matériels et fournitures nécessaires à ces travaux ont été mandatés dans un premier temps en section de Fonctionnement du Budget Primitif 2014.

A ce titre, il informe qu'il y a lieu de transférer les dépenses de matériels et fournitures (détail dans le tableau ci-dessous) ainsi que les charges de Personnel (Annexe 1) sur la section d'Investissement du Budget Primitif 2014. Le montant des travaux en régie se décompose comme suit :

OBJET	Mandatée le	Mandat / Bord.	Coût Matériel	Nbre Agts	Durée	Coût de Pers. Cnal	TOTAL
Op. 132 : Travaux Mairie				2	2 x 18h00	599.40	1609.50
Toile de verre	28/11/2014	92/768	67.86				
Peinture	31/10/2014	632/83	523.20				
Colle	22/11/2014	736/89	100.80				
Peinture	22/11/2014	732/89	318.24				
Op. 152 : Trav. Local associations				2	2 x 35h00	1125.60	2811.60
Placo chevrons	22/04/2014	222/29	521.52				
Placo	30/05/2014	352/42	224.78				
Crémaillères	22/04/2014	221/29	289.00				
Peinture	02/04/2014	147/16	650.70				
Op. 152 : Trav. Local associations				2	2 x 14h00	466.20	976.27
Plexi	22/11/2014	751/89	506.76				
Baguettes	22/11/2014	733/89	3.31				
							5.397.37

Le Conseil municipal,
Où les explications de Monsieur le Maire,

- Autorise Monsieur le Maire à imputer le coût des travaux en section d'investissement du budget de l'exercice en cours pour un montant total de 5.397,37 €.

Les crédits nécessaires seront portés à la section d'investissement du budget de l'exercice en cours au moyen d'une Décision Budgétaire.

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

7. INDEMNITES DES PERCEPTEURS

Mr Maisonnas explique à l'Assemblée que sur l'exercice 2014, deux percepteurs se sont succédés. Il est coutume de verser une indemnité au Percepteur au titre des prestations de conseils apportés à la commune.

.../...

Mr Maisonnas propose de fixer à 50 % l'indemnité pour Mr Cortijo dont les prestations n'ont pas été jugées à la hauteur de la valeur ajoutée souhaitée et à 100 % l'indemnité pour Mr Moisson de manière à lui souhaiter la bienvenue.

DELIBERATION N° 14.08.04 : CONCOURS DU RECEVEUR MUNICIPAL / ATTRIBUTION D'INDEMNITE

Rapporteur : Monsieur Philippe Maisonnas

Le Conseil Municipal,

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

DECIDE :

- . de demander le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et,
- . d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 50 % par an.
- . que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Mr Christian CORTIJO.
- . de lui accorder l'indemnité de conseil au prorata de son temps de présence pour l'année 2014 d'un montant de 103,09 € brut.

Pour	13
Contre	0
Abstention	1

DELIBERATION N° 14.08.05 : CONCOURS DU RECEVEUR MUNICIPAL / ATTRIBUTION D'INDEMNITE

Rapporteur : Monsieur Philippe Maisonnas

Le Conseil Municipal,

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

DECIDE :

- . de demander le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et,
- . d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an.
- . que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Mr Alain MOISSON.
- . de lui accorder l'indemnité de conseil au prorata de son temps de présence pour l'année 2014 d'un montant de 206,17 € brut.

Pour	13
Contre	0
Abstention	1

8. ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA ZONE INAI

Mr Maisonnas informe que l'avenant n° 1 proposé au vote est financé par le PUP.

Mr Manié demande quels sont les travaux figurant sur l'avenant.

.../...

Mr le Maire répond qu'il s'agit :

- d'une part de régler les prestations d'intégration des équipements de télémétrie et le réseau de radiotéléphonie GSM – Data exploité par Orange,
- le Système d'Information Géographique, pour intégrer tous les relevés topographiques dans une base de données, ça s'est passé sur le dernier mandat, la présentation n'était pas dans le marché initial. Il est nécessaire de voter cet avenant pour honorer la facture Grontmij.

Mr Thuot demande pourquoi ce n'était pas prévu dans le contrat initial.

Mr Maisonnas précise que c'est suite à une nouvelle loi portant obligation de le faire.

DELIBERATION N° 14.08.06 : AVENANT N° 1 AU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE RELATIF A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA ZONE 1NAI
Rapporteur : Monsieur Philippe Maisonnas

Monsieur le Rapporteur expose les motifs qui président à l'établissement d'un avenant au marché initial relatif à la maîtrise d'œuvre de l'assainissement collectif de la zone 1NAI, notifié le 28 septembre 2011 à la société GRONTMIJ.

L'avenant n° 1 porte sur la mission de maîtrise d'œuvre et le montant du marché.

Les prestations supplémentaires demandées au maître d'œuvre, durant le marché, sont les suivantes :

Déclarations de projet de Travaux aux divers exploitants conformément au décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 ;
 Intégration sous Système d'Information Géographique des divers réseaux.

Les autres éléments du marché demeurent inchangés.

Vu le projet d'avenant n° 1,

Entendu les explications de Monsieur le Rapporteur ;

Le Conseil municipal de THIL, après en avoir délibéré,

1. Approuve l'avenant n° 1 portant sur la mission de maîtrise d'œuvre et le montant du marché
2. Autorise Monsieur le Maire à signer ledit avenant.

Annexe à la délibération 14/08/06

DEPARTEMENT DE L'AIN
Commune de THIL

Marché de maîtrise d'œuvre relatif à l'assainissement collectif de la zone 1NAI
 Montant initial du marché : 11 940,00 € HT

AVENANT N°1

Au marché notifié le 28 septembre 2011

ENTRE LES SOUSSIGNES,

La commune de THIL représentée par Monsieur Bruno LOUSTALET, son maire en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'une part, et

Grontmij S.A. - 53, rue Jean Zay - CS 70090 - 69802 SAINT PRIEST

D'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article I – Définition de l'avenant

Modification de la mission de maîtrise d'œuvre et du montant du marché.

.../...

Article II – Modification de la mission de maîtrise d'œuvre et du montant du marché

Les prestations supplémentaires demandées au maître d'œuvre, durant le marché, sont les suivantes :

- Déclarations de projet de Travaux aux divers exploitants conformément au décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 ;
- Intégration sous Système d'Information Géographique des divers réseaux.

Les tableaux ci-après récapitulent les modifications apportées durant le marché et les modifications financières engendrées :

- Marché initial :

Eléments de mission de maîtrise d'œuvre	%	Total (€ HT)
EP (Etudes Préliminaires)	12%	1 480,00 €
AVP (Etudes d'Avant Projet)	19%	2 260,00 €
PRO (Etudes de Projet)	12%	1 480,00 €
ACT (Assistance Contrats de Travaux)	25%	2 940,00 €
VISA (Visa des Etudes d'Exécution)	4%	420,00 €
DET (Direction de l'Exécution des Contrats de Travaux)	21%	2 520,00 €
AOR (Assistance aux Opérations de Réception)	7%	840,00 €
TOTAL (€HT)	100%	11 940,00 €
TVA	19,6%	2 340,24 €
TOTAL (€ TTC)	-	14 280,24 €

- Prestations supplémentaires demandées au maître d'œuvre :

Désignation	Quantité	Prix unitaire	Prix total
• Déclarations de projet de Travaux aux divers exploitants conformément au décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011	Forfait	290,00	290,00
• Intégration sous Système d'Information Géographique des divers réseaux	Forfait	150,00	150,00
Montant Total Hors Taxes			440,00 €
TVA (20,0%)			88,00 €
Montant Total Toutes Taxes Comprises			528,00 €

Ces prestations supplémentaires engendrent un avenant positif de 440,00 €HT soit 3,69 % du marché initial.

Le nouveau montant du marché est donc de 12 380,00 €HT.

Toutes les autres conditions du marché qui ne sont pas modifiées par le présent avenant restent en vigueur.

Fait à THIL, le

Lu et accepté
L'entreprise

Le Maire

.../...

Pour	14
Contre	0
Abstention	0

9. QUESTIONS DIVERSES

Transport scolaire

Mr Guillard informe que le transport des enfants le Mercredi après les cours pour se rendre de l'école à Gabi le mercredi est instruit avec la Commission Vie scolaire depuis avril dernier.

Plusieurs pistes ont été étudiées.

Il rappelle qu'une copie du courrier adressé aux représentants de parents d'élèves a été déposée dans les casiers des élus sur une possibilité offerte de signer un contrat à marché de commande.

Mr Manié pense ne pas avoir été destinataire dudit courrier. Mme Duprat répond que le courrier était bien dans les casiers des élus.

Il est envisagé un transport par bus, parfaitement encadré avec mise à disposition d'un personnel encadrant pour accompagner les enfants jusqu'à Gabi.

Ce sujet est bien avancé mais pas encore totalement « bouclé ».

L'aspect financier, le passage d'une convention...etc devra être validé en Conseil Municipal.

Une liste des parents intéressés est en cours, à ce jour très peu de réponses sont enregistrées. Nous avons une estimation de 5 enfants.

Nous sommes dans un contexte où les parents se sont organisés et changer en cours d'année n'est pas facile.

Il rappelle que 99 enfants sont scolarisés à Thil et une prévision équivalente à la prochaine rentrée. Cinq enfants - sur l'aspect financier, si on répartit la charge sur les parents ça va être prohibitif.

Ce dossier sera évoqué en Commission Générale. Des décisions devraient être prises lors du conseil Municipal de décembre prochain.

Mme Duprat demande comment l'agent va revenir sur Thil.

Mr Guillard répond que cette personne doit prendre le train pour rentrer sur Lyon.

Mme Duprat demande si les parents sont d'accord pour une participation financière.

Mr Guillard répond qu'ils sont d'accord. C'est à la commune de voir la part de chacun.

Mme Brignone précise que cela fera partie d'un package à la rentrée 2015.

Mr Guillard précise qu'il faudra se mettre dans la perspective 2015 pour établir les coûts.

Mr le Maire informe que la « Commission Vie Scolaire » se réunira la semaine prochaine.

Il informe aussi que Philibert qui a remporté le marché Lilô a soumis un devis très attractif, grâce au groupement de commandes.

Mr Guillard, note que la prestation cantine du mercredi c'est surtout pour les enfants se rendant à Gabi.

Mme Duprat demande si cela risque de générer des enfants en plus.

Mr Guillard informe qu'au vu du faible retour des parents, cela ne va pas révolutionner les effectifs de Gabi. Il souligne que s'il se crée un ALSH sur la commune, on sera amené à en reparler. La question est d'évaluer si il est opportun d'ouvrir un ALSH sur la commune ? Combien cela coûterait-il, serait-il viable ?

Mr Guillard demande que le courrier adressé aux représentants de parents d'élèves soit annexé au présent compte-rendu (annexe 1).

Plan Communal de Sauvegarde

Mr Caplat informe l'Assemblée qu'une réunion du PCS aura lieu en mairie le 9 décembre prochain à 9 h 30. Il invite les élus qui le souhaitent à y assister. Le DICRIM sera finalisé pour être joint au livret d'accueil avant que soit organisée une simulation de situation de crise.

Agenda

Mr le Maire remet en séance, la convocation pour la prochaine Commission Générale du 04 décembre prochain.

De plus, il précise qu'une réunion du CCAS aura lieu le 12 décembre prochain.

Annexe 1

Courrier adressé aux Représentants de parents d'élèves

DÉPARTEMENT DE L'AIN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté - Egalité - Fraternité

Arrondissement de BOURG-en-BRESSE

CANTON DE MIRIBEL



MAIRIE DE THIL

340 RUE DE LA MAIRIE

01120 THIL

Tél. 04.78.06.19.30 / Fax 04.78.06.57.83

E-mail : mairie.thil@ain.fr

Mesdames et Monsieur les Représentants
des Parents d'élèves
Ecole de la Riotte
340, rue de la Mairie
01120 THIL

Thil, le 30 octobre 2014

Objet : votre lettre du 20 octobre 2014

Mesdames, Monsieur,

Nous faisons suite au courrier que vous avez adressé le 20 octobre dernier à l'attention de la Commission « Vie Scolaire » relativement aux problématiques de transport des enfants les mercredis de THIL vers l'ALSH GABI de Beynost et la possibilité d'ouverture d'un ALSH sur THIL.

Transport des enfants vers l'ALSH GABI

En préambule, il doit être rappelé que la compétence « transport » :

- Est du ressort de la communauté de communes pour ce qui concerne le transport public en tant qu'Autorité organisatrice des transports en commun.

A ce titre, le service de transport depuis Thil vers l'ALSH GABI à Beynost ne peut être réalisé qu'à partir des dessertes des lignes existantes à savoir Thil Mairie – Gare de Beynost (Ligne 1) et correspondance Gare de Beynost – Serenne (Ligne 2).

Ce service est accessible les mercredis en « Transport A la Demande » avec une rupture de charge en gare de Beynost. Il nécessite un accompagnement pour l'encadrement des enfants.

- Est du ressort du Conseil général pour ce qui concerne le transport scolaire uniquement.

Pour autant, dans le cadre de l'organisation des Temps d'Accueil Périscolaire, la Commission « Vie Scolaire » d'une part, et les élus de Thil à la Commission « Transports – Voirie » de la CCMP, d'autre part, se sont impliqués dès avril 2014 pour la recherche de propositions à vous soumettre tant en matière d'accueil ALSH qu'en matière de transport de « porte à porte » des enfants inscrits à l'ALSH GABI.

Nous nous autorisons à vous rappeler, sur cette dernière question, que quatre possibilités ont été explorées en parallèle sur la période Avril à Septembre :

- Possibilité 1 : Acheminement en taxi,
- Possibilité 2 : Usage des navettes « Colibri » dans l'organisation ci-avant décrite,
- Possibilité 3 : Acquisition d'un minibus,
- Possibilité 4 : Inclusion d'une clause relative à l'organisation de transports spécifiques des communes à l'initiative de la commission « Transports – Voirie » dans le cadre du « groupement de commande des transports vers Lill.

Aujourd'hui, les trois premières possibilités n'ont pu déboucher sur des propositions opérationnelles aux motifs suivants :

- la possibilité « taxi » pose des problèmes de responsabilité civile pour l'encadrement des enfants,
- la possibilité « Colibri » implique une problématique similaire ainsi qu'en matière d'accompagnement de « porte à porte » des enfants alors que le réaménagement horaire de la correspondance en gare de Beynost (1min) ne peut être résolu très facilement au regard de la cohérence horaire de l'ensemble de la ligne,

.../...

